

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1102^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Mardi 30 janvier 1962,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 27 de l'ordre du jour:

*La situation en Angola: rapport du Sous-Comité
constitué aux termes de la résolution 1603
(XV) de l'Assemblée générale (fin) 1449*

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

**La situation en Angola: rapport du Sous-Comité constitué
aux termes de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée
générale (fin)**

1. Le **PRESIDENT**: L'Assemblée va continuer et terminer l'examen de la question intitulée "La situation en Angola". Après avoir achevé le débat sur cette question, nous abordons aujourd'hui le vote sur les deux projets de résolution dont l'Assemblée est saisie. Le premier [A/L.383] est présenté par la Bulgarie et la Pologne, et le second [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] par 45 pays. Auparavant, je vais donner la parole aux 12 orateurs qui ont demandé à expliquer leur vote avant le scrutin.

2. **M. SOW (Tchad)**: A l'occasion de la célébration de notre indépendance nationale à Washington, le 11 janvier 1962, j'ai émis le vœu solennel que le reste du continent africain fût avant longtemps libéré. Je n'ignorais cependant pas les obligations attachées à un tel vœu et surtout les difficultés sans nombre auxquelles devront se heurter les hommes de bonne volonté des Nations Unies avant de trouver un dénouement au drame douloureux de l'assujettissement du peuple angolais depuis plus de quatre siècles.

3. On dit qu'il y a souvent une raison louable qui porte un pays puissant à faire la conquête d'un plus faible. Nous admettons sans examen que celle du Portugal fut d'introduire en Afrique les bienfaits de la civilisation précédée de la croix et des missionnaires chrétiens. Cependant, s'il est vrai qu'un arbre doit être jugé par ses fruits, le Portugal voudra bien reconnaître qu'après cinq siècles de civilisation sa méthode de transplantation, tant sur le plan matériel que dans le domaine spirituel, n'a pas donné de résultats vraiment convaincants. J'en veux pour preuve le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978] et dont la conclusion claire et précise est la suivante:

"Le Sous-Comité estime qu'une solution pacifique du problème angolais exige non seulement une réforme radicale de la législation et de l'administration, mais aussi l'élaboration de plans visant à préparer le territoire à l'autonomie et à l'exercice de l'autodétermination. Il tient à souligner

notamment qu'il faut accroître rapidement et de manière intensive les moyens d'enseignement pour accélérer le développement économique, social et politique du territoire." [A/4978, par. 478.]

4. A l'appui de la conclusion du Sous-Comité, on me permettra de citer un passage saisissant de la brochure intitulée War in Angola, publiée par les soins du service d'information du Bureau des missions de l'Eglise méthodiste de New York. Voyons plutôt:

"La lutte entre nationalistes angolais et colons portugais a effectivement commencé le 15 mars dernier. Une estimation des pertes en vies humaines donnerait les chiffres suivants: blancs, 1 000; Africains, 45 000; fugitifs, 250 000."

5. Grâce à un contrôle rigoureux de la presse, le monde est généralement peu informé de ce qui se passe en réalité en Angola, pays pourtant 14 fois plus grand que le Portugal, et peuplé de 4 millions d'Africains et de 300 000 blancs. L'administration portugaise, après quatre siècles, peut se caractériser par une cruauté excessive, un manque d'avancement économique, un programme d'éducation peu adapté aux besoins actuels, une exploitation éhontée du peuple angolais, tenu à l'écart de la gestion de la chose publique.

6. Aux yeux de ceux qui ont suivi l'évolution des événements en Angola, cette tragique situation semble simplement prouver la vérité de la parole: "Ce qu'un homme aura semé, il le moissonnera aussi." En effet, le Portugal a, pendant des siècles, ensemencé la haine, la violence et l'injustice sociale en Angola. Face à une agitation et à un mécontentement grandissants, il a obstinément refusé de reconnaître les erreurs passées et la nécessité de réformer ses institutions. Il a suivi la politique aveugle qui consiste à maintenir le statu quo, en se disant que ce qui était possible il y a 500 ans l'est encore en ce siècle de lumière et de progrès.

7. La réaction portugaise contre le mouvement nationaliste du 15 mars 1961 a été si violente que même les femmes et les enfants n'ont pas été épargnés. Le Portugal, pour se défendre du massacre inutile de ces êtres sans défense, a déclaré que tous les désordres en Angola ont été fomentés par des communistes venus du Congo. Cependant, le missionnaire M. McVeigh, qui est revenu d'Angola en juillet 1961 seulement, affirme que, parmi les milliers d'Africains qui ont été tués, bon nombre étaient des éléments stables et instruits par les Eglises catholique et protestantes de la communauté.

8. Je crois sincèrement que le moment est venu pour le Portugal d'entrer en jugement avec lui-même. Comme de toute façon il ne sortira de là qu'avec un verdict de culpabilité, le monde attend avec impatience qu'il s'applique les sanctions prévues en de telles circonstances: la libération immédiate des

territoires indûment occupés, et une aide économique substantielle et durable en guise de dédommagement à ces pays martyrs.

9. C'est pour bien marquer l'intérêt que ma délégation attache à la réalisation d'un tel vœu qu'elle s'est portée avec enthousiasme coauteur du projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1.

10. Bien que le projet de résolution A/L.383 vise, à peu de chose près, le même but que le nôtre, ma délégation s'abstiendra au moment du vote sur ce projet, avec le ferme espoir que le Portugal tiendra enfin compte de nos efforts de conciliation et entendra la voix de la raison.

11. M. FOURIE (Afrique du Sud) [traduit de l'anglais]: L'attitude du Gouvernement sud-africain devant l'examen de la question de l'Angola se fonde avant tout sur la disposition du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Les idées de l'Afrique du Sud sur cette clause fondamentale ont été exposées souvent et elles se trouvent énoncées de façon complète dans les annales des Nations Unies. Je n'ai donc pas l'intention d'exposer une fois de plus en cette occasion quelle est notre position juridique. Il suffira de dire que dans les votes sur les projets de résolution nous agissons en nous conformant à la disposition du paragraphe 7 de l'Article 2.

12. Je rappellerai, en passant, que c'est pour chaque Etat non seulement un droit, mais même un devoir, si pénible qu'il puisse être parfois, que de maintenir l'ordre public. De tout temps, il y a eu là un des traits fondamentaux non seulement de la souveraineté, mais simplement d'un bon gouvernement. Des précédents innombrables existent en ce sens, même dans l'histoire toute récente. On ne peut rendre ce principe nul en prétendant que la situation actuelle menace la paix et la sécurité internationales. Au cours du débat, des voix très diverses se sont élevées pour affirmer nettement que la paix et la sécurité internationales ne sont pas menacées. Si on use de cette expression trop souvent et trop facilement, elle risque de perdre sa signification, la signification que la Charte lui donnait.

13. De plus, dans les questions qui touchent à la paix et à la sécurité, comme dans tous les autres domaines, les buts et les principes de la Charte ne peuvent être mis en œuvre qu'en appliquant une norme unique. Je rappellerai à ce sujet une déclaration faite récemment — c'était la semaine dernière — à cette même tribune par le représentant des Etats-Unis. En voici un passage:

"Peut-on faire des exceptions aux normes de conduite que nous avons tous acceptées sans courir le risque que ces exceptions ne deviennent la règle? Quelqu'un peut-il croire que l'emploi de la force puisse être interdit dans certains différends et permis dans d'autres?" [1097ème séance, par. 39.]

A notre avis, une norme unique doit être appliquée uniformément en Afrique, en Asie, en Europe et ailleurs. Sinon, quelle réaction en chaîne se déclencherait et quelle protection les petits pays pourraient-ils, dans ces conditions, espérer des Nations Unies en cas d'agression?

14. M. AKAKPO (Togo): Les deux projets de résolution sur la situation en Angola, le projet A/L.383, polono-bulgare, et le projet A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1, africano-asiatique, dont mon pays est coauteur, et sur lesquels l'Assemblée générale va se

prononcer, tendent à demander au Portugal de respecter en Angola les droits de l'homme, la liberté du peuple angolais et son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, selon les principes sacrés de la Charte des Nations Unies.

15. Ma délégation rejette donc catégoriquement la transformation de l'Angola, qui est un territoire africain, en province portugaise par le seul fait que le Parlement du Portugal a voté, en 1951, une loi dans ce sens, en remplaçant purement et simplement le mot "colonie" par le mot "province". Cette transformation sans aucune base juridique n'est qu'un subterfuge ridicule que les deux projets de résolution se refusent à reconnaître.

16. Pour ma délégation et pour tous ceux qui ont ou qui n'ont pas d'intérêts à faire protéger en Angola par le colonialisme sordide, l'Angola reste un territoire non autonome au sens du Chapitre XI de la Charte, comme l'a dit la résolution 1542 (XV) de l'Assemblée générale.

17. Il n'y a pas d'autre solution possible pour l'Angola que celle qui le mènera vers son indépendance totale. La loi portugaise de 1951 n'est qu'un maquillage simpliste. Le Portugal ne doit et ne peut se réclamer des dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Le peuple angolais doit accéder à son indépendance en vertu de la Charte, comme l'Assemblée générale l'a déclaré dans des résolutions antérieures; en particulier, la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, relative à l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en fait une obligation impérative au Portugal, en demandant que des mesures immédiates soient prises pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, comme le stipulent de nouveau les présents projets de résolution.

18. Ma délégation condamne donc avec force et mépris la répression cruelle et insensée à laquelle se livre le Portugal contre le peuple angolais sans défense, massacrant celui-ci avec des armes modernes dont les deux projets de résolution tendent, entre autres, à interdire la fourniture au Portugal.

19. Pour toutes ces raisons, nous voterons en faveur des deux projets de résolution, qui se complètent l'un l'autre. Ils satisfont pleinement l'esprit et la lettre de nos déclarations. L'Assemblée générale y réaffirme en effet le droit de l'Angola à l'autodétermination et à l'indépendance, condamne la guerre coloniale, réprovoque les mesures de répression contre le peuple angolais, recommande aux Etats de refuser toute assistance au Portugal sous forme d'armes et de matériel de guerre pouvant être utilisés contre le peuple angolais, invite le Gouvernement portugais à entreprendre de vastes réformes et à adopter des mesures politiques, économiques et sociales en vue du transfert des pouvoirs au peuple angolais. Ces deux projets de résolution ne peuvent donc recueillir que notre suffrage unanime.

20. Le PRESIDENT: Avant de poursuivre les explications de vote, il me semble utile de rappeler l'article 90 du règlement intérieur qui dispose que "le Président ne peut pas autoriser l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote sur sa proposition ou sur son amendement". Etant donné que l'Assemblée est saisie de deux projets de résolution, il conviendrait que les orateurs fassent porter leurs explications de vote sur celui des deux projets dont ils ne sont pas les auteurs.

21. M. COMAY (Israël) [traduit de l'anglais]: En appuyant le projet de résolution [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] présenté par un groupe d'Etats d'Afrique et d'Asie, ma délégation n'est pas animée de sentiments hostiles envers le Portugal, mais s'inspire de facteurs historiques, moraux et politiques auxquels nous croyons profondément. Nos motifs essentiels sont notre conviction que nulle nation n'a le droit d'en dominer une autre et notre appui sans réserve en faveur de la liquidation du colonialisme partout dans le monde.

22. Le représentant du Portugal a soutenu avec vigueur que l'Angola n'est pas un territoire non autonome ni une colonie, mais une province du Portugal, et que sa population fait partie de la nation portugaise. Cette façon de voir nous paraît incompatible avec les idées actuelles, d'autant plus que l'association entre les deux pays en question ne résulte pas d'un libre choix de nations égales et indépendantes, mais de relations entre une puissance coloniale européenne et un peuple asservi en Afrique.

23. La thèse du Portugal a été jugée à la quinzième session, lorsque l'Assemblée a examiné la question de l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte. Se fondant sur les principes recommandés par le Comité spécial des Six chargé de la question de la communication de renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ma délégation était alors parmi celles qui ont estimé que cette obligation incombait au Portugal au titre de ses prétendues provinces d'outre-mer, comme l'Angola et le Mozambique. Il en résulte logiquement que les peuples de ces territoires ont le même droit naturel à la libre détermination que ceux des autres parties de l'Afrique qui, à notre grande satisfaction, ont déjà leur indépendance ou sont en train de l'obtenir rapidement.

24. J'aimerais également citer un passage extrait du rapport rédigé avec soin et avec modération par le Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola, d'après les renseignements qu'il a pu recueillir sans avoir eu toutefois l'autorisation de se rendre dans le territoire. Je cite:

"[Le Sous-Comité] pense que la reconnaissance de la personnalité de l'Angola, la primauté des intérêts des habitants du territoire, l'acceptation du principe de l'autodétermination pour l'Angola et la nécessité de mesures immédiates visant à le préparer à l'autonomie ne vont pas à l'encontre des intérêts vitaux ni de la mission historique du peuple portugais. Au demeurant, ces mesures sont pleinement compatibles avec la reconnaissance de l'égalité raciale et avec la philosophie que proclame le Portugal." [A/4978, par. 469.]

La même attitude a été remarquablement définie dans un récent message de l'éminent Président de la Côte-d'Ivoire, que nous a cité le représentant de ce pays. On y lit:

"Hier, la politique d'assimilation pouvait avoir des justifications. Mais aujourd'hui, face au vent de l'indépendance qui a soufflé sur le monde depuis la dernière guerre et qui a vu tous les Etats asiatiques et la majorité des Etats africains parvenir à l'indépendance, ... il serait difficile à ces possessions africaines de résister à l'attrait de l'indépendance." [1093ème séance, par. 88.]

25. C'est notre fervent espoir que le passage vers l'indépendance pourra encore se faire par des voies

pacifiques et dans un esprit de compréhension mutuelle, comme ce fut le cas pour plusieurs Etats africains qui sont maintenant représentés à l'Organisation. Comme le dit un sage proverbe africain: "Quand deux taureaux se battent, c'est l'herbe qui en souffre" — et nous devons certainement tous hésiter devant les perspectives d'un conflit qui a déjà fait couler beaucoup de sang et causé beaucoup de souffrances au peuple angolais et qui pourrait s'étendre bien au-delà de ses frontières. C'est au Portugal qu'il incombe au premier chef d'éviter ce conflit. S'il accepte de reconnaître les aspirations nationales de l'Angola comme un aspect légitime de l'émancipation historique de l'Afrique et s'il a la noblesse de favoriser et de guider l'autodétermination de l'Angola au lieu de s'efforcer de l'étouffer par la force, nous sommes convaincus que le Portugal entrera dans une ère de relations nouvelles et fructueuses avec ses anciens territoires d'outre-mer. Comme l'a dit le représentant de l'Ethiopie au cours de ce débat, si le Portugal voulait bien

"... accepter ... les réalités de l'Afrique moderne en menant l'Angola à l'indépendance ... si la volonté du peuple angolais était ainsi acceptée, il se créerait une atmosphère politique et sociale qui faciliterait le rétablissement de la paix et ferait à nouveau régner l'harmonie dans les rapports permanents de l'Angola et du Portugal" [1097ème séance, par. 122].

26. Assurément, on pourrait donc considérer cette attitude comme correspondant à l'intérêt bien compris du Portugal. Le régime colonial est non seulement mauvais du point de vue moral, mais aussi périmé. En renonçant de son propre consentement à sa domination, une puissance coloniale s'épargne le fardeau de la rébellion de la population et de la réprobation internationale, et elle peut espérer se faire des amis de ses anciens sujets. On ne comprend pas assez que libérer un territoire du colonialisme peut être avantageux pour les deux parties. En tout cas, c'est un fait de l'histoire contemporaine que l'Europe occidentale et la Grande-Bretagne ont tiré de la dissolution de leurs grands empires coloniaux une nouvelle force et une nouvelle vitalité. On constate que leur puissance politique et économique provient aujourd'hui non point de la possession des territoires des autres, mais de l'industrie, de l'expérience technique et du progrès scientifique de leurs propres citoyens.

27. Voici plusieurs siècles, les vaillants marins du Portugal se sont aventurés jusqu'à la côte occidentale de l'Afrique, alors inconnue, et ont mis fin à son isolement de l'Europe. Aujourd'hui, les relations entre l'Europe et l'Afrique se situent sur une base différente, une base de liberté, d'égalité, de dignité et de respect mutuel. Le Ministre des affaires étrangères d'Israël a dit dans la discussion générale:

"Partout où les puissances coloniales ont admis que c'était là un processus historique inévitable et n'y ont pas résisté, elles y ont gagné elles aussi." [1030ème séance, par. 186.]

28. M. ILBOUDO (Haute-Volta): Considérant que le vote qui va bientôt avoir lieu sur la question intitulée "La situation en Angola" est un des plus importants de ceux dans lesquels ma délégation aura à engager sa responsabilité, puisque, dans le débat en cours, la question est de savoir précisément si la raison, la justice et le droit triompheront de l'obstination, de la bêtise, de l'aveuglement et de

l'appétit d'un impérialisme attardé et retardataire, il me paraît nécessaire de dire ou plutôt de réaffirmer notre position à l'égard des deux projets de résolution: le projet polono-bulgare [A/L.383] et le projet africano-asiatique [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1]. La délégation de la Haute-Volta s'est refusée de propos délibéré à intervenir au cours du débat général, car elle estime suffisamment connue sa position à l'égard du problème de l'Angola.

29. En effet, nous avons eu déjà à plusieurs reprises l'occasion d'indiquer notre position à l'égard de ce problème. Outre les multiples prises de position publiques de notre président de la République dans ses déclarations officielles, notre représentant à la Quatrième Commission a eu l'occasion, plusieurs fois, d'aborder la question, d'exposer longuement et même d'expliquer notre position, qui ne saurait plus faire l'objet d'aucun doute.

30. Notre président, dans une déclaration faite en juillet 1961, lançait un pressant appel au Portugal pour qu'il entende raison et mette immédiatement fin à une politique anachronique digne du seul aliéné et consistant uniquement dans le génocide et dans le mépris systématique des aspirations légitimes du peuple angolais à l'autodétermination et à l'indépendance; et ceci dans l'intérêt bien compris du Portugal lui-même, car celui-ci devrait sortir des œillères de son aveuglement et avoir toujours présente à l'esprit, pour la méditer constamment, cette belle prophétie du grand Turgot, qui écrivait il y a bientôt 200 ans:

"Il y aurait un très grand danger pour les puissances qui s'obstineraient à résister au cours des événements; après s'être ruinées par des efforts au-dessus de leurs moyens, elles verraient leurs colonies leur échapper également et devenir leurs ennemies au lieu de rester leurs alliées."

31. Quant au projet de résolution africano-asiatique — que le Portugal qualifie cyniquement de tentative malfaisante et illégale à deux faces — ma délégation est heureuse d'en être coauteur. Ce projet de résolution, en effet, malgré son apparente modération, pénètre jusqu'au cœur du problème, à savoir: premièrement, la nécessité d'une amnistie générale et de la libération de tous les détenus politiques après un cessez-le-feu immédiat; deuxièmement, la reconnaissance par le Portugal du droit du peuple angolais à l'autodétermination et à l'indépendance; troisièmement, la mise en place immédiate d'institutions politiques de transition en vue de promouvoir des élections législatives libres après l'indépendance totale; quatrièmement, la réitération d'un appel solennel à tous les Etats de l'Organisation afin qu'ils s'abstiennent de toute aide et de tout soutien — de quelque nature que ce soit — au Portugal, les pays africains étant invités à redoubler de vigilance et à s'unir pour bouter le Portugal hors de la terre angolaise et de toutes les autres parties de l'Afrique.

32. Sur ce dernier point, le Portugal dans son intervention [1088ème séance] a cru devoir citer les noms des pays qui s'étaient ligués contre lui dans un blocus diplomatique et même militaire. Le Portugal s'abuse beaucoup, à cet égard, en pensant qu'il ne puisse s'agir là que du sentiment de quelques pays africains. Il m'est très agréable, quant à moi, de penser que tous les pays africains sont de ce "complot international", pour reprendre les paroles mêmes du représentant portugais.

33. J'ai le grand regret, en tout cas, de faire savoir au Portugal qu'il peut ajouter le nom de la Haute-Volta à ceux qui ont déjà été cités, car notre pays a toujours été et sera toujours de toute ligue anti-impérialiste et anticolonialiste, que cet impérialisme et ce colonialisme soient blancs ou noirs, qu'ils s'appellent portugais ou qu'ils portent un autre nom.

34. Pour ce qui est du projet de résolution polono-bulgare, ma délégation est heureuse de rendre une fois de plus un vibrant hommage aux délégations de la Pologne et de la Bulgarie pour leur belle initiative et pour les bonnes intentions qu'elles ont toujours témoignées à l'égard des peuples colonisés. Il m'est particulièrement agréable de constater, d'une part, que le projet de résolution polono-bulgare présente, sur le projet de résolution africano-asiatique, un réel avantage quant à la fermeté, et que, d'autre part, il saisit d'emblée toutes les données essentielles de la question. Néanmoins, ma délégation regrette profondément de devoir annoncer dès à présent qu'elle s'abstiendra lors du vote sur ce projet, car il pêche par un vice de forme. Nous pensons en effet qu'un projet de résolution portant sur un problème essentiellement africain devrait tout compte fait être rédigé et présenté avec la collaboration des pays africains, qui sont et demeurent les premiers intéressés. Voilà donc la seule raison pour laquelle ma délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution polono-bulgare.

35. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: La délégation des Etats-Unis estime que la résolution que l'Assemblée va adopter pour mettre fin à ce long débat devrait, en premier lieu, refléter l'inquiétude que la politique actuelle du Portugal envers l'Angola éveille dans le monde entier; elle devrait, en second lieu, faire appel au Gouvernement portugais en l'invitant à écouter la voix de l'Assemblée et à accorder l'autodétermination au peuple angolais. Nous pensons que cette résolution devrait prendre note du fait que le Portugal a annoncé un programme de réformes et exprimer notre espoir de voir l'application effective et rapide de ces réformes, et d'autres encore. Enfin, la résolution devrait présenter des suggestions concrètes et réalistes qui, si elles étaient acceptées par le Portugal et les autres Membres de l'Organisation, pourraient vraiment mettre fin à ce que nous appelons "la situation en Angola".

36. Cette résolution devrait refléter la modération et le sens des responsabilités. C'est ainsi, croyons-nous, que nous pourrions le mieux toucher le Portugal, et c'est naturellement du Portugal que dépend notre espoir d'un progrès rapide en Angola. Le projet de résolution présenté par 45 délégations [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] ne répond pas entièrement à toutes ces attentes, mais, à notre avis, il répond bien à la plupart d'entre elles et la délégation des Etats-Unis est reconnaissante aux auteurs de ce texte du temps et des soins qu'ils ont consacrés à sa rédaction. Nous sommes satisfaits de l'esprit de responsabilité constructive qui s'en dégage.

37. Toutefois, il serait vraiment surprenant de voir tout le monde entièrement satisfait, alors qu'il a fallu concilier tant d'opinions diverses dans un document unique. Je dois donc dire que, malgré sa certitude que les auteurs du projet de résolution ont voulu rédiger un texte constructif et pouvant conduire par des voies pacifiques à la solution de la libre détermination dont nous sommes presque tous partisans, la délégation

gation des Etats-Unis a cependant des réserves à faire sur sa rédaction.

38. Par exemple, le paragraphe 3 ne reconnaît pas que certaines des mesures prises par le Portugal étaient indispensables au maintien de l'ordre public, ce qui est naturellement le premier devoir de tout gouvernement. D'autre part, le paragraphe 4 ne donne aucune place aux faits qui, en toutes régions du monde, vaudraient à leurs auteurs d'être arrêtés par les autorités responsables. Sans aucun doute, les deux parties doivent manifester plus de tolérance et s'abstenir d'actions qui ne pourraient aboutir qu'à multiplier les combats, les actes de violence et les effusions de sang.

39. Cependant, je suis heureux de constater que pour le moment un calme relatif semble régner dans la plus grande partie de l'Angola.

40. Enfin, en ce qui concerne le paragraphe 9, nous estimons qu'il est rédigé en termes trop généraux, mais les principales difficultés concernent à notre avis l'alinéa b du paragraphe 6 et le paragraphe 7. Nous sommes surtout inquiets du mandat qu'on voudrait confier par cette résolution au Comité spécial de 17 membres.

41. Comme l'Assemblée le sait, aux termes de la résolution 1699 (XVI), l'Assemblée a créé un Comité spécial de sept membres chargé d'examiner des renseignements concernant les territoires administrés par le Portugal, notamment l'Angola. De plus, aux termes du projet de résolution que nous examinons en ce moment, l'Assemblée générale renouvelle le mandat du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola, ce qui est bien. Nous estimons que ce sous-comité s'est acquitté de sa tâche avec compétence, dignité et diligence, et nous avons toutes raisons de croire qu'il accomplira sa tâche future avec le même soin.

42. C'est pourquoi nous ne voyons pas la nécessité de charger un troisième comité, le Comité spécial de 17 membres, de s'occuper de la situation en Angola. Nous pensons au contraire que cette prolifération de comités aboutirait inévitablement à des chevauchements et à la confusion, plutôt qu'à l'efficacité et à la cohérence. Faire porter sur l'Angola les travaux de trois comités risquerait fort, nous le craignons, de retarder plutôt que d'accélérer les progrès que nous désirons tous.

43. Notre seconde réserve en ce qui concerne le paragraphe 7 est que l'autodétermination n'y est pas mentionnée. Notre façon de voir est simple. Nous sommes persuadés qu'il n'est pas dans l'esprit ni dans la lettre de la Charte de préjuger pour le peuple angolais ce que sera le résultat de l'autodétermination. Le peuple angolais a droit à l'autodétermination sans aucune réserve et, naturellement, à l'indépendance, si tel est son choix. En conséquence, nous aurions préféré voir le paragraphe 7 rédigé en conformité du préambule, du paragraphe 2 et de l'Article 73 de la Charte, qui correspondent plus exactement, à notre avis, à ce qui est le but de ce projet de résolution, ainsi qu'aux principales conclusions de notre débat.

44. Pour ces diverses raisons, nous demandons au Président de mettre aux voix séparément le membre de phrase de l'alinéa b du paragraphe 6 qui est ainsi rédigé: "par l'intermédiaire du Comité spécial de 17 membres constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI)", ainsi que le paragraphe 7 tout entier.

45. Les Etats-Unis, pour les raisons que j'ai brièvement exposées, voteront contre la deuxième moitié de l'alinéa b du paragraphe 6 et contre le paragraphe 7 du projet de résolution présenté par les 45 puissances.

46. M. BERARD (France): Le problème de l'Angola a déjà été discuté à plusieurs reprises au sein de l'Organisation, devant le Conseil de sécurité aussi bien que devant l'Assemblée. Ma délégation a eu, dans ces circonstances, l'occasion d'indiquer quelle était sa position devant cette difficile et douloureuse question. Je l'ai fait connaître sans ambiguïté dans mon intervention du 8 juin 1961 devant le Conseil de sécurité [954ème séance]. Cette position n'a pas changé. C'est pourquoi ma délégation a jugé inutile d'intervenir dans le débat général, où elle n'aurait pu que répéter ce qu'elle avait dit précédemment; et son intention aujourd'hui est seulement de faire savoir brièvement quelle sera son attitude dans les votes qui vont intervenir et d'exposer les raisons qui l'inspirent.

47. La politique française, en matière de décolonisation, est parfaitement claire. Elle n'est pas faite de mots, de déclarations grandiloquentes et vides comme celles de ceux qui se prononcent sans cesse pour la liberté et l'indépendance des peuples et qui s'en prêtent les champions mais qui, dans le même temps, font peser sur des millions d'allogènes leur domination brutale et leur colonialisme. La politique de la France est illustrée par les faits. Au cours des 10 dernières années, 19 Etats qui se trouvaient dans la mouvance française ont acquis leur indépendance. Dans la seule année 1960, mon pays s'est réjoui de proposer l'admission à l'Organisation des Nations Unies de 13 Etats nouveaux qu'il avait aidés à accéder à l'indépendance et il se félicite qu'au cours de la première partie de cette session un quatorzième Etat, injustement laissé à l'écart l'année dernière, y ait cette fois été admis.

48. La politique de la France a toujours été fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur ce qu'on appelle aujourd'hui l'autodétermination. C'est mon pays qui en a été le protagoniste. Sa politique est fondée également sur la conviction de l'égalité complète de tous les hommes, à quelque race, à quelque civilisation, à quelque religion, à quelque continent qu'ils appartiennent. Cette politique est à nos yeux la seule juste, la seule raisonnable, la seule constructive, la seule réaliste; et l'amitié qu'elle crée entre les peuples en est une suffisante justification.

49. Mon pays estime qu'il n'a pas à intervenir dans la politique des autres nations. Avec toute l'amitié qu'il porte au peuple portugais, il exprime cependant l'espoir que le Portugal trouvera dans une voie analogue la solution de ses problèmes présents. J'ai dit devant le Conseil de sécurité que rien ne peut être plus erroné et plus tragique que d'en rester à des conceptions, à des idées, à des principes qui furent peut-être bons à leur époque mais qui ne seraient plus adaptés à la nôtre, et qu'une des plus grandes fautes que puisse commettre un Etat serait de ne pas aller avec son temps. Nous ne voulons pas douter que le Portugal apportera à la situation actuelle les remèdes nécessaires. Le Portugal n'a jamais connu de discrimination raciale. Il a toujours proclamé sa foi dans la coexistence et la coopération entre les populations d'Europe et d'Afrique. Il lui revient d'en tirer aujourd'hui toutes conclusions utiles. Nous voulons

faire confiance au réalisme, à l'intelligence et à la générosité de son peuple. Celui-ci ne peut pas manquer de se rappeler que jamais le prestige de son pays n'a été aussi grand dans le monde que chaque fois qu'il a su, au cours de l'histoire, se placer à l'avant-garde de la coopération entre les peuples et entre les races.

50. J'en arrive aux projets de résolution qui nous sont proposés. Je ne dirai qu'un mot du projet déposé par les délégations de la Bulgarie et de la Pologne [A/L.383]. Ce texte me paraît en effet inspiré par des préoccupations de propagande bien plus que par le souci de faciliter la recherche d'une solution acceptable et viable. Ses auteurs, comme le prouvent leurs déclarations à cette tribune, ont surtout visé à attaquer les puissances occidentales, les Etats de l'OTAN, et ne paraissent s'intéresser que secondairement aux problèmes que pose l'avenir de l'Angola. Leurs propositions me semblent de nature à semer le trouble plutôt qu'à créer l'apaisement et la paix. Reprenant une expression que nous avons souvent entendue d'une autre délégation, je dirai que ce document m'apparaît avant tout comme un projet de résolution de guerre froide.

51. Je rends au contraire hommage aux sentiments qui ont inspiré le projet africano-asiatique [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1]. Je comprends pleinement les préoccupations des Etats africains, leurs inquiétudes, leur ardent désir de mettre fin aux souffrances endurées par les populations de l'Angola, à quelque race qu'elles appartiennent. Ma délégation partage à la fois leur souci et leurs espoirs, la conscience de la solidarité qui les anime et leur souhait, auquel chacun de nous s'associe, de voir se dessiner une solution conforme aux aspirations des populations intéressées.

52. Mais j'ai déjà eu mainte occasion d'exprimer les préoccupations de mon gouvernement en ce qui concerne le rôle de l'Organisation. Nous restons convaincus que les Nations Unies et leurs divers organes ne conserveront dans le monde leur prestige et leur autorité que dans la mesure où ils prendront soin de se conformer strictement à leurs attributions, sans chercher à se prévaloir de fonctions qui ne seraient pas les leurs, sans chercher à déborder le cadre prescrit à leurs activités et dont la Charte a précisé les limites.

53. Si ma délégation s'associe entièrement aux sentiments qui ont animé les peuples africains auteurs du présent projet, elle ne partage pas au même degré leurs vues sur les moyens de parvenir au but que nous souhaitons tous, c'est-à-dire satisfaire les aspirations légitimes des populations angolaises. Nous avons des hésitations quant au caractère unilatéral des jugements formulés dans ce projet, quant à l'intervention qu'il comporte dans l'affaire angolaise et quant à la tutelle que, par les pouvoirs exorbitants qui se trouveraient conférés au Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola et au Comité spécial des Dix-Sept, l'Organisation en arriverait à exercer.

54. Diverses délégations, en particulier la délégation du Royaume-Uni, ont exprimé les critiques ou les sérieuses réticences que certaines stipulations de ce projet suscitent de leur part. Ce texte, en outre, se réfère à des résolutions en faveur desquelles ma délégation n'a pas voté. Celle-ci reste enfin constante dans sa réserve concernant des projets qui iraient au-delà des tâches clairement définies que la Charte a fixées aux divers organes de l'Organisation.

55. Telles sont les préoccupations qui inspireront ma délégation dans les débats à intervenir.

56. M. RAKOTOMAL (Madagascar): Si la délégation malgache n'a pas pris la parole au cours des débats sur la question de l'Angola, c'est qu'elle estime que sa position ne saurait laisser le moindre doute et aussi qu'elle a voulu ménager le temps de l'Assemblée. Elle a toujours voté, au sein de l'Organisation, contre l'asservissement de l'homme et le colonialisme sous toutes ses formes, et pour l'octroi à tous les peuples du droit à l'autodétermination.

57. Sa ligne d'action est, dans ce domaine, nette et claire. Elle a été affirmée à maintes reprises; non seulement à cette tribune, mais encore et de façon solennelle par son chef d'Etat, le président Tsiranana, dans toutes ses déclarations publiques. Elle est conforme aux principes adoptés par 12 Etats amis lors de la Conférence de l'Union africaine et malgache, qui s'est tenue à Tananarive du 6 au 12 septembre 1961.

58. C'est dans cette perspective que ma délégation s'est portée coauteur du projet de résolution [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] présenté par 45 Etats, membres comme nous du groupe africano-asiatique, projet pour lequel elle votera à l'exclusion de tout autre texte. Pour cette raison, elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de la Bulgarie et de la Pologne [A/L.383].

59. Ma délégation considère cependant le projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1 comme une simple étape. Ce qu'il faut, c'est extirper complètement les fondements inadmissibles de la thèse portugaise, qui nie le principe même du droit du peuple angolais à l'autodétermination. Le Portugal, tout au contraire, s'accroche désespérément à des formules révolues, indéfendables en droit et en fait, comme celle d'une utopique assimilation. Il a eu 500 ans à sa disposition pour faire passer dans les faits cette conception, si vraiment elle était réalisable. Or, non seulement le peuple angolais réclame avec une insistance accrue sa libération, mais le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978] fait ressortir le bilan lamentable de l'action du Portugal. Pour ne prendre que cet exemple, le pourcentage d'illettrés en Angola est absolument effrayant, malgré cinq siècles de domination européenne.

60. Ma délégation estime que ce que l'Organisation doit obtenir, c'est moins des mesures politiques sporadiques qu'une déclaration nette du Portugal par laquelle il renoncerait définitivement à sa conception actuelle, et reconnaîtrait, à la face du monde, le droit du peuple angolais à l'autodétermination et à la liberté, comme la France l'a fait lorsque, en pleine guerre, en 1944, elle a déclaré à Brazzaville, par la voix du général de Gaulle, que ses objectifs étaient dorénavant de conduire les peuples dont elle avait la charge à s'administrer eux-mêmes et à gérer démocratiquement leurs propres affaires.

61. Certes, toutes les parties du projet de résolution africano-asiatique ne rencontrent pas, de la part de ma délégation, une adhésion sans réserve. Elle ne s'opposera donc pas à un vote par division et s'inspirera alors de l'intérêt primordial qu'il y a à adopter un texte accepté par la grande majorité, sinon la totalité, des délégations.

62. Mon pays, pour sa part, est fermement résolu à appuyer toute action internationale tendant à obtenir

une modification radicale des fondements mêmes des rapports du Portugal et de l'Angola, et il fera tout pour qu'un jour, que je souhaite proche, l'Angola libéré siège auprès de nous dans cette enceinte qui est le symbole de la liberté des peuples.

63. M. KANE (Sénégal): A plusieurs reprises, depuis l'ouverture de la présente session, la délégation du Sénégal a eu l'occasion de monter à cette tribune pour définir sa position sur les problèmes de la décolonisation en général. Ici même, le 22 septembre 1961, notre ministre des affaires étrangères a fait une déclaration qui était en même temps un avertissement solennel, et je me plais aujourd'hui à le citer:

"... la décolonisation étant le grand phénomène de notre temps, aucune grande puissance ne peut prétendre conserver pour longtemps l'amitié des peuples du tiers monde, ou s'assurer leur coopération, si elle ne s'engage pas résolument dans une politique de décolonisation systématique. Qu'on le veuille ou non, la force restera à celles des grandes puissances qui auront soutenu, sans équivoque, la nécessité de la décolonisation." [1012ème séance, par. 37.]

64. La question de l'Angola n'est qu'un aspect du problème de la décolonisation, mais malheureusement elle en est l'aspect le plus cynique, parce que le plus anachronique. Pourquoi? Tout simplement parce que M. Salazar veut continuer de mener la politique de l'autruche et refuse de vivre avec les réalités de notre époque, qu'il oublie que le colonialisme est mort et enterré, et que c'est perdre son temps que de vouloir faire revivre un cadavre.

65. Je n'ai pas l'intention de revenir sur le problème quant au fond, mais je voudrais, à ce stade du débat, expliquer le vote que ma délégation va émettre sur les projets de résolution dont l'Assemblée est saisie.

66. Ma délégation est l'un des auteurs du projet A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1, en même temps que plus de 40 autres délégations et, à ce titre et conformément à l'article 90 du règlement intérieur, dont le Président vient de rappeler la teneur, elle ne juge pas nécessaire de parler de ce texte. Néanmoins, dès maintenant, je dis que ma délégation s'opposera au vote par division qui vient de nous être proposé par le représentant des Etats-Unis.

67. S'agissant maintenant du projet de résolution A/L.383, déposé par la Bulgarie et la Pologne, je peux dire d'emblée que ma délégation est en mesure de l'appuyer tel qu'il nous est présenté, pour les raisons que je vais exposer tout à l'heure. Que contient ce projet, sinon la reconnaissance que le peuple angolais, comme tous les peuples du monde, a le droit de se déterminer librement, d'être indépendant? La condamnation de la guerre coloniale menée par le Portugal contre ce peuple qu'il veut continuer à exploiter et à opprimer sous un joug des plus barbares et des plus dégradants, le refus du Gouvernement portugais d'appliquer les diverses résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale sont, aux yeux de ma délégation, des faits que personne ne peut nier aujourd'hui, pas même les plus farouches défenseurs du régime de M. Salazar.

68. Ceci étant, la déduction logique n'est-elle pas de demander, contre le Portugal, l'application de dispositions prévues par la Charte aux Articles 40 et 41? Car à quoi servirait-il d'avoir un code, qui est en l'occurrence la Charte, et de prévoir des sanctions,

si l'on ne peut pas condamner les coupables et si l'Organisation ne peut pas jouer son rôle d'arbitre suprême, de gardien de la paix, de la justice et de la liberté?

69. Je suis parfaitement de l'avis du représentant de la Tunisie qui a dit ici même il y a quelques jours [1099ème séance] que l'ONU ne doit pas continuer à jouer un rôle d'archiviste, de greffier. L'Organisation doit agir maintenant vigoureusement pour que son prestige, particulièrement en Afrique, soit sauvegardé. Aussi ma délégation partage-t-elle l'avis de ceux qui estiment que le Portugal mérite des sanctions beaucoup plus sévères que celles préconisées par le projet de résolution A/L.383. On comprendra alors que ma délégation est parfaitement à l'aise pour voter en faveur de ce texte.

70. Par la suite, au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale ou de sessions futures, si M. Salazar s'entête dans une position qui est un défi à la conscience internationale, le Sénégal parrainera et votera pour tout projet de résolution tendant à l'expulsion pure et simple du Portugal de l'Organisation, conformément aux termes de l'Article 6 de la Charte. Cette attitude, nous l'avons prise après mûres réflexions et elle ne sera pas modifiée d'un iota si le Portugal, qui se dit membre d'un monde dit libre — et quelle aberration à nos yeux! — continue, d'une part, à massacrer nos frères angolais et, d'autre part, à fouler aux pieds la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la Charte des Nations Unies et les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale.

71. Nous serions d'ailleurs très satisfaits si l'intention exprimée par le Portugal de se retirer de l'ONU était effectivement réalisée. M. Salazar espérait-il alors, par une simple déclaration, après la cuisante défaite subie à Goa, rappeler à ses alliés qu'il était encore des leurs? Et que dire de ceux-là mêmes qui choisissent l'alliance avec un pays pauvre et menacé par une crise intellectuelle alors que d'un autre côté ils restent réticents, et peut-être même indifférents à l'amitié que leur offrent plus de 200 millions d'Africains épris de liberté, de justice et de paix? En tout cas, c'est cela que le Sénégal ne peut pas comprendre. C'est cela que le Sénégal ne peut pas admettre.

72. Au mois de juillet 1961, exactement le 25, notre gouvernement a décidé de rompre les relations qu'il entretenait avec Lisbonne. Comment un Etat indépendant d'Afrique peut-il, à notre époque, continuer à avoir des relations diplomatiques avec le Portugal? Pour nous, c'est un non-sens puisque l'essence de ces relations est de nourrir des rapports d'amitié entre Etats. Voilà les véritables raisons qui ont conduit le Sénégal à mettre fin à ses relations avec le Portugal.

73. On comprendra alors facilement que ce qu'affirme la délégation du Portugal dans ses "observations sur le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola" est loin de la réalité. En effet, la délégation portugaise a dit:

"Si le Sénégal a rompu ses relations diplomatiques avec le Portugal, ce n'est pas en raison des événements en Angola, mais parce qu'il a des visées sur la province portugaise de Guinée qu'il voudrait annexer." [A/5082, par. 72.]

74. Si le représentant du Portugal a la mémoire courte — j'allais dire s'il perd le nord et je ne parle pas seulement du nord de l'Angola, où il n'a plus aucune

autorité, mais du nord en général —, nous avons nous encore l'esprit et la conscience tranquilles et de la suite dans les idées. Comment aurions-nous pu ici même, au cours du débat sur l'affaire mauritanienne, avoir défendu le principe de l'*uti possidetis juris*, et aujourd'hui avoir des visées annexionnistes sur un autre territoire africain? Cette affirmation du représentant du Portugal est en tout cas gratuite parce qu'elle n'est fondée ni en fait, ni en droit.

75. Le Sénégal a choisi en cette affaire le camp de la justice et de la liberté, et a promis de donner asile aux nationalistes qu'une répression sanguinaire empêche de lutter, dans leur propre pays, avec des moyens démocratiques normaux, pour accéder à l'indépendance et retrouver leur dignité d'homme. Cela, je le déclare publiquement devant cette tribune internationale et, ce faisant, je confirme ce que le représentant du Portugal a dit au cours de son intervention du 15 janvier 1962 devant l'Assemblée générale...

76. Le **PRESIDENT**: Je voudrais rappeler au représentant du Sénégal qu'il s'agit simplement d'une explication de vote et non pas du débat général. Je lui serais reconnaissant de tenir compte de ce fait.

77. **M. KANE (Sénégal)**: Je remercie le Président. Ma délégation a tenu compte de toutes ces considérations pour déterminer le vote qu'elle va émettre sur les projets de résolution sur lesquels l'Assemblée va se prononcer. Je n'ai plus que quelques mots à dire si le Président me le permet.

78. Je confirme donc ce que le représentant du Portugal a dit au cours de son intervention du 15 janvier 1962 devant l'Assemblée générale [voir par. 41 de la 1088ème séance]. Si c'est cela l'accusation que le représentant du Portugal croit faire à notre encontre — il nous accuse d'aider matériellement et financièrement ceux qui luttent pour être libres —, nous lui en sommes très reconnaissants, car il vient ainsi de nous délivrer un brevet pour la lutte que nous menons pour la décolonisation de l'Afrique.

79. Ce sont là les considérations qui ont décidé ma délégation à apporter son appui au projet de résolution de la Pologne et de la Bulgarie, et que je tenais à exposer avant la procédure de déroulement du vote.

80. **M. ARRAIZ (Venezuela)** [traduit de l'espagnol]: La délégation du Venezuela considère que les deux projets de résolution qui vont être mis aux voix, celui de la Bulgarie et de la Pologne [A/L.383] et celui des 45 Etats africains et asiatiques [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1], sont équivalents. Il n'y a entre eux qu'une différence de ton, l'objet est le même. Adopter ces deux projets serait se répéter. A notre avis, il faut choisir entre les deux.

81. Après les avoir examinés tous deux soigneusement, ma délégation penche en faveur du projet des 45 puissances. D'une part, le grand nombre des Etats Membres qui l'ont présenté lui donne un grand poids du point de vue moral. Beaucoup de ses auteurs sont de ceux qui, par leurs liens géographiques et ethniques, doivent être plus vivement intéressés par le problème et doivent le connaître plus spécialement.

82. D'autre part, le projet de la Bulgarie et de la Pologne ne mentionne pas le magnifique travail effectué sous la direction d'un éminent Sud-Américain par le Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola, constitué en vertu de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale, ni le rapport présenté

par ledit sous-comité [A/4978]. Or ce document est peut-être le plus important qui ait été soumis à notre examen pendant ce débat. Nous ne nous expliquons pas cette double omission.

83. Pour ces raisons, ma délégation ne se sent pas disposée à voter pour le projet de la Bulgarie et de la Pologne. Elle pourrait s'abstenir, puisque en principe elle est d'accord quant à son objet, qui, je le répète, est le même que celui du projet des 45 puissances, mais traité en ton majeur. Cependant, en pareil cas, une abstention pourrait avoir pour conséquence l'adoption par l'Assemblée du projet que nous aimons le moins. D'autre part, nous croyons qu'il est toujours plus honorable d'exprimer son choix nettement.

84. C'est pourquoi la délégation du Venezuela votera contre le projet de résolution A/L.383 et pour le projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1.

85. **M. MELO FRANCO (Brésil)**: La délégation du Brésil a, dès l'ouverture des débats sur la question dont nous sommes saisis, exposé [1088ème séance] d'une façon nette et ferme sa position sur le problème de l'Angola.

86. Deux éléments fondamentaux furent à la base de notre définition: les rapports spéciaux, d'ordre sentimental, culturel et historique qui nous lient au peuple portugais — rapports que nous tenons à souligner ici encore une fois — et la politique anticolonialiste du Brésil, sa fidélité à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale.

87. Un certain nombre de représentants, de tendances politiques différentes et de toutes les régions du monde, ont fait allusion à la déclaration du Brésil en démontrant, d'une façon qui nous a beaucoup encouragés, qu'ils avaient compris non seulement les liens spéciaux qui nous unissent au Portugal, mais l'impartialité de notre ligne anticolonialiste. Au nom de la délégation du Brésil, je voudrais présenter à ces délégations tous mes remerciements.

88. Le projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1 a été signé par 45 délégations. Ce document, dont l'élaboration a été sûrement très difficile, représente un compromis entre diverses tendances. Je suis à même de connaître les difficultés qu'il y a à y introduire des amendements et, pour cette raison, je me bornerai à présenter quelques observations.

89. Je me référerai tout d'abord au paragraphe 1 de ce projet, dont la rédaction paraît peu satisfaisante. Le Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola est censé transmettre ses observations, constatations et conclusions directement à l'Assemblée générale. Or, l'Assemblée, d'une façon presque unanime, a approuvé ces observations, constatations et conclusions; il nous paraît donc qu'il serait plus logique de porter à la connaissance du Portugal les conclusions de l'Assemblée générale elle-même.

90. Ma deuxième remarque concerne l'alinéa b du paragraphe 6, dans lequel on demande au Sous-Comité:

"[D'étudier] les moyens d'assurer l'exécution de la présente résolution et [de rendre] compte à ce sujet au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité spécial de 17 membres constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI)".

91. De l'avis de la délégation du Brésil, le Sous-Comité devrait s'adresser directement au Conseil de

sécurité et à l'Assemblée générale, dont il est l'organe subsidiaire immédiat. Le Sous-Comité, d'après la résolution qui l'a constitué [1603 (XV)], possède un mandat précis dont il doit s'acquitter le plus vite possible, étant donné le caractère extrêmement grave de la situation en Angola. Au Comité spécial de 17 membres, l'Assemblée générale a donné un mandat plus vaste, qui concerne la mise en œuvre de la résolution sur l'élimination du colonialisme [1514 (XV)]. Le Comité spécial lui-même devra encore déterminer les moyens et procédures nécessaires à l'accomplissement de sa tâche. Par conséquent, en cas de vote séparé, nous nous abstiendrons de voter sur l'alinéa en question.

92. Passant maintenant au paragraphe 7, si on le compare au paragraphe 2, l'on remarque que dans le premier ne figurent pas les mots "libre détermination". A notre avis, l'absence de l'expression "libre détermination" rend le texte imparfait en l'éloignant de l'esprit et de la lettre de la Charte des Nations Unies.

93. Lors de mon intervention initiale, j'ai mis en relief la nécessité de réformer les structures administrative, sociale et économique en Angola, en vue de préparer le pays à la libre détermination, selon les termes de l'alinéa b de l'Article 73 de la Charte.

94. Pour toutes ces raisons, la délégation du Brésil s'abstiendra si le paragraphe 7 fait l'objet d'un vote séparé.

95. Tenant compte de la réserve relative à l'absence des mots "libre détermination", au paragraphe 7, et des autres observations que je viens de faire, la délégation du Brésil votera pour l'ensemble du projet de résolution. Le Gouvernement brésilien est entièrement convaincu de contribuer ainsi à la solution pacifique du problème de l'Angola.

96. Le PRESIDENT: La liste des orateurs étant épuisée, je vais faire le point de la situation. L'Assemblée se trouve saisie de deux projets de résolution. Le premier [A/L.383] a été présenté le 15 janvier 1962 par la Bulgarie et la Pologne. Le second [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] a été soumis le 25 janvier par 45 Etats Membres. Je voudrais souligner, à propos de ce deuxième projet, que le représentant des Etats-Unis a demandé que l'on vote séparément sur le membre de phrase suivant de l'alinéa b du paragraphe 6: "par l'intermédiaire du Comité spécial de 17 membres constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI)", ainsi que sur le paragraphe 7. La délégation du Sénégal, coauteur de ce projet, s'est opposée à cette demande.

97. Avant de passer au vote, je donne la parole au représentant de l'Irak pour une motion d'ordre.

98. M. PACHACHI (Irak) [traduit de l'anglais]: J'ai été prié par la majorité des auteurs du projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1 de déclarer ce qui suit. Nous ne nous opposons pas à un vote séparé sur l'alinéa b du paragraphe 6, vote demandé par le représentant des Etats-Unis, mais nous nous opposons à un vote séparé sur le paragraphe 7, qui à notre avis doit être maintenu dans le projet de résolution. On se souvient que dans la résolution 1654 (XVI) l'Assemblée générale a chargé le Comité spécial de 17 membres d'une mission spéciale concernant toutes les questions coloniales et nous estimons donc qu'il ne faut rien faire qui risque de toucher à cette mission d'ensemble ou de l'amoindrir.

99. Je rappellerai simplement le paragraphe 4 de la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale, qui est ainsi conçu:

"Prie le Comité spécial d'étudier l'application de la Déclaration" — il s'agit de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux — "de formuler des suggestions et des recommandations quant aux progrès réalisés et à la mesure dans laquelle la Déclaration est mise en œuvre, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session".

100. C'est pourquoi un paragraphe spécial a été inséré dans le projet de résolution des 45 puissances pour prier le Comité spécial de 17 membres d'examiner de toute urgence la question de l'Angola qui, je pense que tout le monde le reconnaîtra, est une des plus graves questions coloniales du moment. Il semblerait donc normal que le Comité spécial de 17 membres ne soit pas privé de la possibilité d'examiner la question de l'Angola, étant donné le mandat très explicite et très clair que l'Assemblée générale lui a donné à la fin de la première partie de sa seizième session.

101. Pour cette raison, nous demandons au représentant des Etats-Unis de bien vouloir modifier sa proposition afin que sa demande de vote séparé ne porte que sur l'alinéa b du paragraphe 6, et de ne pas insister pour qu'on mette aux voix séparément le paragraphe 7. Toutefois, s'il insiste pour que ce paragraphe 7 fasse l'objet d'un vote séparé, nous serons dans l'obligation de voter contre la deuxième partie de sa proposition.

102. Le PRESIDENT: La demande de vote par division relative au projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1, présentée par le représentant des Etats-Unis, a rencontré l'opposition du représentant du Sénégal, appuyé maintenant par le représentant de l'Irak. Avant de procéder au vote par division, je dois soumettre à l'Assemblée la demande de division. Conformément à l'article 91 du règlement intérieur, je peux donner la parole à deux orateurs pour et deux orateurs contre la motion de division.

103. Je donne la parole au représentant de la Pologne pour une motion d'ordre.

104. M. LEWANDOWSKI (Pologne) [traduit de l'anglais]: Je ne parlerai pas de la question soulevée par le représentant de l'Irak, car j'estime qu'avant tout problème de procédure relatif au projet de résolution des 45 puissances [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] il faut d'abord voter sur le projet de résolution présenté par les délégations de la Bulgarie et de la Pologne [A/L.383], étant donné qu'il a la priorité. J'ai l'impression que de nombreuses délégations, notamment la mienne, pourraient être influencées par le résultat d'un vote portant sur le projet de résolution de la Bulgarie et de la Pologne lorsque viendra le moment de voter sur le projet de résolution des 45 puissances. Je proposerai donc que le Président mette d'abord aux voix le projet de résolution présenté par la Bulgarie et la Pologne, puisqu'il a la priorité.

105. Le PRESIDENT: N'ayant reçu aucune demande de priorité en faveur du projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1, mon intention est de mettre aux voix d'abord le projet de résolution A/L.383 et ensuite de confier à l'Assemblée le sort du projet de résolution A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1. Je crois que c'est la meilleure procédure à suivre, et je vais m'y conformer.

106. Je mets aux voix le projet de résolution A/L.383, présenté par la Bulgarie et la Pologne. On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Nigéria, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pologne, Roumanie, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanganyika, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Mali, Mongolie, Maroc.

Votent contre: Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua.

S'abstiennent: Nigéria, Pakistan, Arabie Saoudite, Sierra Leone, Syrie, Togo, Tunisie, Haute-Volta, Yémen, Afghanistan, Bolivie, Birmanie, Cambodge, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Chypre, Dahomey, Fédération de Malaisie, Gabon, Israël, Côte-d'Ivoire, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Mauritanie, Népal.

Par 43 voix contre 26, avec 32 abstentions, le projet de résolution est rejeté.

107. Le PRESIDENT: Nous en venons au vote sur le projet de résolution [A/L.384/Rev.1 et Rev.1/Add.1] présenté par 45 pays.

108. Je donne la parole au représentant des Etats-Unis pour une motion d'ordre.

109. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: En réponse à la demande du représentant de l'Irak et dans l'intérêt de l'unanimité, et, je l'espère aussi, de la rapidité, la délégation des Etats-Unis est disposée à retirer sa demande de vote séparé sur le paragraphe 7 si l'Assemblée peut adopter un amendement y insérant, avant les mots "à l'indépendance", les mots "à l'autodétermination et". J'ai l'impression que cet amendement serait acceptable pour la majorité des auteurs du projet de résolution. S'il en est ainsi, il serait acceptable aussi pour l'Assemblée et nous pourrions alors passer rapidement à l'adoption du projet de résolution.

110. Le PRESIDENT: Si j'ai bien compris, le représentant des Etats-Unis propose d'apporter au paragraphe 7 un amendement visant à insérer, entre les mots "rapidement" et "à l'indépendance", les mots "à l'autodétermination et".

111. Nous sommes donc en présence d'une demande de vote par division et d'une proposition d'amendement portant sur le paragraphe 7.

112. Je donne la parole au représentant de l'Afghanistan pour une motion d'ordre.

113. M. PAZHAWAK (Afghanistan) [traduit de l'anglais]: Je regrette de demander la parole au moment où l'Assemblée se prépare à voter sur un projet de

résolution, mais je suis forcé de le faire après la nouvelle proposition que le représentant des Etats-Unis vient de formuler.

114. En ce qui concerne cet amendement, ma délégation n'a aucune objection à l'insertion du mot "autodétermination" dans le paragraphe 7, puisque l'autodétermination a déjà été mentionnée dans les paragraphes précédents et puisque d'ailleurs nous pensons que cela améliorerait la cohérence du texte. Mais, dans la version proposée par le représentant des Etats-Unis, ma délégation estime que cet amendement n'est pas acceptable.

115. Si j'ai bien compris, l'amendement aurait pour effet de rédiger le paragraphe comme suit: "... de sorte que le peuple angolais puisse parvenir rapidement à l'autodétermination et à l'indépendance". Nous ne pouvons l'accepter.

116. Mais nous pourrions nous entendre si le représentant des Etats-Unis voulait bien se rendre à notre point de vue et accepter une modification. Cette modification donnerait un paragraphe ainsi conçu:

"Prie le Comité spécial de 17 membres constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale d'examiner de toute urgence la question de l'Angola de sorte que le peuple angolais puisse parvenir rapidement à l'indépendance sur la base de l'autodétermination".

117. Nous espérons que cette solution pourra être retenue par le représentant des Etats-Unis, car c'est à cette condition seulement que ma délégation pourrait voter pour cet amendement.

118. Le PRESIDENT: Y a-t-il un représentant qui désire prendre la parole à propos des déclarations que viennent de faire le représentant des Etats-Unis et celui de l'Afghanistan?

119. M. ROSSIDES (Chypre) [traduit de l'anglais]: Ma délégation est une de celles qui ont présenté ce projet de résolution. Nous avons rédigé ce texte pour obtenir autant que possible l'unanimité de l'Assemblée sur une question qui intéresse tous ses membres et pour voir le problème de l'Angola résolu de façon pacifique; je crois que nous avons beaucoup avancé dans ce sens. Il se présente maintenant une petite difficulté que nous devons surmonter dans cet esprit d'unanimité. Le représentant des Etats-Unis a proposé d'ajouter les mots "à l'autodétermination et" avant les mots "à l'indépendance". Nous ne voyons aucune objection à cet amendement étant donné que cette même suite de mots figure dans le préambule:

"Persuadée que le refus persistant, de la part du Portugal, de reconnaître les aspirations légitimes du peuple angolais à la libre détermination et à l'indépendance constitue ..."

Nous déclarons donc que les aspirations légitimes du peuple angolais sont la libre détermination et l'indépendance. Au paragraphe 2 du dispositif, nous réaffirmons solennellement le droit inaliénable du peuple angolais à la libre détermination et à l'indépendance.

120. Nous avons donc exprimé dans notre projet de résolution que la légitime aspiration du peuple angolais est d'obtenir la libre détermination et nous répétons nous-mêmes que c'est son droit inaliénable. Il serait donc contraire à la logique de ne pas demander en fin de compte ce même privilège qui est son aspiration et son droit.

121. C'est pourquoi je voterai pour cet amendement, qui non seulement ne modifie en rien l'essence du projet de résolution, mais relie les différentes parties du texte de façon plus cohérente. Je rappellerai à l'Assemblée que la Déclaration sur le colonialisme, la résolution 1514 (XV), mentionne clairement que tous les peuples ont le droit de libre détermination. Par conséquent, à tous les points de vue, l'insertion de ce terme ne fausse pas le sens de notre résolution, mais au contraire l'améliore.

122. M. DIALLO Telli (Guinée): Depuis le début de la séance de cet après-midi, de nombreux appels ont été lancés, et c'est également pour lancer un appel que je monte à cette tribune. Cet appel sera bref et s'adressera au représentant des Etats-Unis.

123. Nous n'avons aucune objection, bien au contraire, à ce que soit mentionné le droit inaliénable des peuples africains à l'autodétermination, mais le problème qui se pose ici, du point de vue de ma délégation, est différent, et il n'est pas inutile d'affirmer et de confirmer à l'Assemblée que ce point a été discuté non seulement devant le petit comité restreint de rédaction du groupe africano-asiatique, mais soulevé à plusieurs reprises, et tout dernièrement encore, en réunion plénière de notre groupe africano-asiatique par le représentant de Chypre. Cette question a fait l'objet d'études et de réflexions extrêmement sérieuses et extrêmement méditées de notre part, et ce n'est pas pour rien que nous sommes parvenus à la rédaction actuelle à la suite de discussions très laborieuses.

124. Pourquoi donc n'avons-nous pas mentionné ici l'autodétermination? C'est parce que effectivement, au paragraphe 7, il s'agit de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. Tel est le nom de cette déclaration. Ce n'est point une déclaration d'octroi de l'autodétermination, mais une déclaration sur l'octroi de l'indépendance, et, à cet égard, pour me faire comprendre, je ne saurais mieux faire que de relire le texte du paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, qui est ainsi conçu:

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur..." — et voilà la partie la plus intéressante — "afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

Il n'est pas question d'autodétermination. Je crois que le problème est clair.

125. Il est vrai qu'à l'époque — et ceci ne peut pas être reproché à ceux qui représentent ici aujourd'hui la délégation américaine — la délégation des Etats-Unis, à la quinzième session, n'avait pas voté en faveur de cette résolution. Mais nous nous sommes réjouis lorsque, en application de ladite résolution, la délégation des Etats-Unis, à la seizième session, s'est prononcée pour la résolution 1654 (XVI), qui visait à faire appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

126. C'est compte tenu de toutes ces précisions que, après un travail extrêmement sérieux, nous

avons réalisé un équilibre fragile autour d'un texte qui, comme on peut le constater, ne peut pas donner satisfaction à tout le monde. Le moindre changement risque de compromettre un équilibre que nous avons eu beaucoup de difficulté à réaliser. Ma délégation, entre autres, a beaucoup sacrifié, a beaucoup cédé dans le cadre de la solidarité africano-asiatique, mais je crois qu'il y a des limites au-delà desquelles on ne peut aller.

127. Compte tenu de tout ce qui s'est dit ici comme des jugements qui ont été portés pratiquement par tout le monde sur la modération de ce texte, je voudrais prier instamment le représentant des Etats-Unis de ne pas insister sur son amendement, afin que notre projet puisse obtenir l'unanimité des délégations.

128. Le représentant de l'Afghanistan, en réponse à la proposition d'amendement des Etats-Unis, a présenté un sous-amendement qui va de soi. C'est sur la base de l'autodétermination que le peuple de l'Angola, tous les peuples africains et tous les peuples de la terre iront à l'indépendance; nous avons également discuté ce point de vue, à l'encontre duquel nous n'élevons aucune objection. Nous sommes parvenus à un équilibre, difficile à réaliser, concrétisé dans un texte qui a reçu l'approbation de l'unanimité des délégations africano-asiatiques. En effet — et il est bon de le dire et de le répéter —, si certaines délégations d'Asie et d'Afrique ne sont pas coauteurs de notre projet de résolution, il n'y a pas une seule délégation qui y soit opposée, et, si les membres du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola n'ont pas cru devoir s'inscrire parmi les auteurs du projet, c'est pour des raisons de conscience et d'opportunité que tout le monde peut comprendre. Notre texte, je le répète, a reçu l'agrément de tous.

129. C'est pourquoi, compte tenu de toutes ces considérations, ma délégation voudrait lancer un dernier appel au représentant des Etats-Unis pour qu'il n'insiste pas sur son amendement, car le texte qui est devant nous représente vraiment notre volonté en même temps que le minimum qu'exigent les intérêts de la population de l'Angola.

130. Le PRESIDENT: Je demande maintenant au représentant des Etats-Unis quelle est sa position définitive à l'égard des propositions faites par le représentant de l'Afghanistan et de l'appel lancé par le représentant de la Guinée.

131. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: J'ai tenté de répondre à une certaine demande qui avait été faite. Je crains fort de ne pas avoir d'autre réponse à donner. Je répète ma proposition: modifier le paragraphe 7 en y insérant les mots "à l'autodétermination et" avant les mots "à l'indépendance". Si cet amendement est adopté, nous retirerons notre demande de vote séparé sur le paragraphe 7.

132. Le PRESIDENT: Nous sommes saisis d'un certain nombre de propositions concernant le vote. Il y a eu des propositions de vote séparé, et différents orateurs sont intervenus à ce propos. En outre, le représentant des Etats-Unis maintient l'amendement qu'il a proposé d'apporter au paragraphe 7 du projet de résolution. Telle est actuellement la situation.

133. Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour une motion d'ordre.

134. M. ZORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Cette discussion sur la procédure de vote provoque dans l'esprit de notre délégation certains doutes quant à la position adoptée maintenant par la délégation des Etats-Unis; en fait, voici comment se pose la question: "Acceptez notre amendement et nous retirerons notre demande de vote séparé." C'est donc, pour ainsi dire, une sorte de marchandage. Or le marchandage, selon moi, est indigne de l'Assemblée générale. C'est aux Etats-Unis qu'on peut marchander, certes, et vendre et acheter, mais à l'Assemblée générale, à mon avis, on ne fait pas des affaires.

135. Aussi la première question est-elle de savoir si les Etats-Unis déposent un amendement, sur quoi nous voterons; comme n'importe quelle délégation, ils en ont le droit et nous comprenons les motifs qui les amènent à déposer cet amendement. Alors, nous voterons.

136. La deuxième question concerne la méthode de vote. Les Etats-Unis proposent-ils, oui ou non, un vote séparé sur l'alinéa b du paragraphe 6 et sur le paragraphe 7 en entier? C'est là une autre question, celle de la méthode de vote, et qui doit être résolue conformément au règlement intérieur, c'est-à-dire avant la première; il faut en effet résoudre d'abord le problème de la méthode de vote du projet de résolution lui-même, c'est-à-dire savoir si l'on procédera ou non par vote séparé et, dans l'affirmative, sur quel paragraphe propose-t-on de voter; après quoi, si cette demande de vote séparé est adoptée à la majorité, les paragraphes qui s'y rapportent seront mis aux voix séparément; ensuite, on mettra aux voix d'abord les amendements relatifs aux paragraphes considérés, enfin l'ensemble du projet de résolution. Ainsi le veut la procédure normale.

137. Or on nous propose de régler d'abord la question des amendements et ensuite de décider de la méthode de vote, c'est-à-dire exactement le contraire. Je ne pense pas que ce soit là une procédure normale.

138. Je propose donc qu'on suive l'ordre normal institué par l'Assemblée générale, en décidant d'abord de la méthode de vote. S'il y a une demande de votes séparés sur certains paragraphes, prononçons-nous d'abord sur la question de savoir si ces votes séparés auront lieu ou non, si l'Assemblée est d'accord ou non. Ensuite, nous passerons aux amendements considérés: s'il y a un amendement, nous voterons sur cet amendement; s'il n'y en a pas, nous voterons seulement sur ce qui est proposé, à supposer que l'Assemblée ait décidé qu'il n'y aurait pas de vote séparé; par contre, si l'Assemblée reconnaît qu'un vote séparé doit avoir lieu sur tel ou tel paragraphe, nous nous prononcerons d'abord sur le ou les paragraphes en question. Telle est la procédure normale et il n'y a pas lieu de se livrer ici à des marchandages.

139. Alhaji NGILERUMA (Nigéria) [traduit de l'anglais]: Je désire me joindre aux délégations de la Guinée et des autres pays qui ont demandé au représentant des Etats-Unis de ne pas insister sur son amendement au paragraphe 7. Les auteurs ont déjà accepté un compromis avec le représentant des Etats-Unis en acceptant un vote séparé sur la dernière partie de l'alinéa b du paragraphe 6. Pour maintenir l'harmonie et pour accélérer nos travaux, je demande au représentant des Etats-Unis de ne pas insister sur son amendement.

140. Je demande aussi très vivement que le paragraphe 7 reste tel qu'il est, parce qu'au paragraphe 2 et dans le préambule la libre détermination a déjà été mentionnée; je ne vois pas pourquoi l'on modifierait le paragraphe 7, je ne vois pas en quoi cela nous avancerait. Je demande très vivement au représentant des Etats-Unis de coopérer avec les auteurs du projet et de laisser le paragraphe 7 tel qu'il est.

141. Le PRESIDENT: Je pense qu'après cet échange de vues il serait utile que je pose un certain nombre de questions à l'Assemblée.

142. Tout d'abord, en ce qui concerne la proposition initiale du représentant des Etats-Unis en vue d'un vote par division, proposition qui comporte deux points, je voudrais demander si quelqu'un s'oppose à un vote séparé sur le membre de phrase "par l'intermédiaire du Comité spécial de 17 membres constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI)", qui figure à l'alinéa b du paragraphe 6. Personne ne s'opposant à un vote séparé sur ce membre de phrase, il sera par conséquent mis aux voix séparément.

143. En ce qui concerne le paragraphe 7, le représentant des Etats-Unis a également proposé un vote séparé. Certains représentants se sont opposés à cette proposition, alors que d'autres se sont prononcés en sa faveur. Conformément à l'article 91 du règlement intérieur, je ne vais maintenant donner la parole que pour des motions d'ordre touchant la manière de voter.

144. M. PACHACHI (Irak) [traduit de l'anglais]: Si je comprends bien, le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'il n'insistait plus pour un vote séparé sur le paragraphe 7. Il a déclaré qu'il allait présenter un amendement et en fait il a présenté un amendement sur ce paragraphe. J'estime cependant qu'il n'y a guère de rapports entre ces deux opérations. Je pense que le représentant des Etats-Unis a dit très clairement qu'il n'insistait pas pour un vote séparé sur le paragraphe 7 et il a dit qu'il agissait ainsi en réponse à la demande du représentant de l'Irak. Je ne sais donc pas très bien si sa proposition de vote séparé sur le paragraphe 7 est maintenue. J'avais l'impression qu'il avait retiré cette proposition.

145. Le PRESIDENT: Afin d'éclaircir la situation, je vais demander au représentant des Etats-Unis de nous préciser s'il a retiré ou non sa proposition de vote séparé sur le paragraphe 7.

146. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Dans l'intention de faire plaisir à quelques-uns au moins des auteurs du projet de résolution, j'avais proposé un amendement au paragraphe 7. Si les auteurs s'opposent à cet amendement, je dois réitérer ma demande de vote séparé sur ce paragraphe. Je regrette de ne pas pouvoir répondre à toutes les demandes — celle de la Nigéria, de la Guinée, de l'Afghanistan et de tous ceux qui voudraient voir adopter ce paragraphe tel qu'il est. Je suis certain qu'ils comprennent ma position autant que, je l'espère, je comprends la leur.

147. Par conséquent, je le répète, si l'amendement que j'ai suggéré est considéré comme satisfaisant, je renonce naturellement à ma demande de vote séparé sur le paragraphe 7, mais, si cet amendement que je croyais satisfaisant pour les autres représentants ne l'est pas, alors je dois demander un vote séparé sur le paragraphe 7.

148. C'est la première fois, à ma connaissance, que, lorsqu'on s'efforce de répondre à un appel fait par des collègues, ce geste est qualifié de "marchandage", "d'achat" ou de "vente".

149. Le **PRESIDENT**: Il semble qu'il incombe maintenant aux auteurs du projet de résolution de faire connaître leur position. Le représentant des Etats-Unis, si les auteurs du projet de résolution acceptent son amendement, n'insistera pas pour demander un vote séparé sur le paragraphe 7. Si l'amendement n'a pas leur agrément, le représentant des Etats-Unis insistera sur sa demande de vote séparé. Je crois avoir résumé correctement la situation.

150. M. **BINDZI** (Cameroun): Je crois que l'article 92 du règlement intérieur donne toutes indications à cet égard, puisqu'il stipule: "Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu." Le représentant des Etats-Unis ayant proposé un amendement, lui-même soumis à une condition préalable, j'estime que c'est cet amendement — à savoir l'adjonction qu'il propose — qui doit être mis aux voix en premier lieu. Si l'amendement n'est pas accepté, il est loisible au représentant des Etats-Unis de demander un vote séparé sur l'ensemble du paragraphe.

151. M. **USHER** (Côte-d'Ivoire): Il est regrettable que nous ne puissions pas lancer un nouvel appel au représentant des Etats-Unis. J'aurais souhaité qu'il nous entende. Nous avons déjà discuté longuement de ces problèmes au moment de l'élaboration du projet. La délégation de la Côte-d'Ivoire entend maintenir sa position. Dans le préambule, mention est faite de libre détermination et d'indépendance. Mais, dans le passage en question, il s'agit du but à atteindre. Or, la délégation de la Côte-d'Ivoire considère la libre détermination non comme un but, mais comme un moyen d'atteindre le but. Par conséquent, dans le passage où figure l'affirmation de ce but, il n'est pas logique de parler de libre détermination. Que les parties en présence estiment, par accord mutuel, qu'il y aura libre détermination, nous ne pouvons qu'entériner. Mais nous ne pouvons pas, ici, fixer, pour ces parties, un but qui serait la libre détermination.

152. Nulle part, dans la Charte, il n'est question de libre détermination. Il est question de libre disposition des peuples, s'agissant de rapports entre nations. Dans cette libre disposition des peuples, il faut entendre que chaque peuple a la possibilité de choisir le système politique de son goût, sans porter atteinte aux bonnes relations entre nations. C'est ce que ma délégation croit comprendre, à l'Article 1er de la Charte, par l'expression "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", s'agissant de rapports entre nations.

153. Le cas qui nous occupe relève plutôt du Chapitre XI (Déclaration relative aux territoires non autonomes). Il n'est pas question ici de libre détermination, de libre disposition. Il est question d'auto-administration, d'un but qui est l'indépendance. C'est pourquoi j'estime que la phrase proposée par le représentant de l'Afghanistan répond mieux aux objectifs de la Charte que le mot "autodétermination", ajouté à l'endroit où l'on voudrait le placer. En mettant le mot "autodétermination" à cet endroit, on cesse de se conformer à la Charte. C'est pourquoi ma délégation regrette de ne pouvoir approuver l'amendement proposé.

154. M. **TCHOBANOV** (Bulgarie): Après l'intervention du représentant de l'Irak, le Président a de-

mandé au représentant des Etats-Unis s'il maintenait ou retirait sa demande de vote par division. La réponse a été conditionnelle, en ce sens que le représentant des Etats-Unis retirerait sa demande de vote par division si les auteurs du projet de résolution africano-asiatique acceptaient son amendement. Il semble que cette réponse, au lieu d'éclaircir la situation, l'ait embrouillée davantage. Les auteurs du projet de résolution sont au nombre de 45. Allons-nous procéder à un référendum, ou entendre l'un après l'autre ces 45 auteurs? Cela paraît impossible. Plusieurs d'entre eux ont d'ores et déjà déclaré qu'ils n'acceptaient pas l'amendement des Etats-Unis. Cela me paraît être une raison suffisante pour considérer que cet amendement n'est pas agréé et pour passer au vote sur la demande de division.

155. M. **STEVENSON** (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: J'assure l'Assemblée que c'est la dernière fois que je prends la parole dans ce débat. Puisque l'amendement que j'ai proposé semble soulever de nombreuses oppositions et pour répondre aux demandes de plusieurs membres, je pense éviter une perte de temps et des malentendus en retirant mon amendement et en renouvelant ma demande de vote séparé sur le paragraphe 7. Ce faisant, je suis heureux de me trouver d'accord avec le représentant de la Bulgarie, tour de force que j'espère pouvoir exécuter désormais plus souvent.

156. Le **PRESIDENT**: La situation paraît maintenant claire: le représentant des Etats-Unis maintient sa proposition de vote séparé sur le paragraphe 7. Deux orateurs se sont prononcés en faveur de cette proposition, deux autres orateurs ont fait connaître qu'ils s'y opposaient. En conséquence, conformément à l'article 91 du règlement intérieur, je dois mettre aux voix la demande de vote séparé sur le paragraphe 7 formulée par le représentant des Etats-Unis. On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Irak, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Iran.

Votent contre: Irak, Côte-d'Ivoire, Jordanie, Laos, Liban, Libye, Mali, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Népal, Nigéria, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Syrie, Tanganyika, Togo, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie.

S'abstiennent: Libéria, Madagascar, Thaïlande, Tunisie, Afghanistan, République centrafricaine, Chypre, Dahomey.

Par 47 voix contre 45, avec 8 abstentions, la proposition est adoptée.

157. Le **PRESIDENT**: Je mets aux voix séparément le membre de phrase suivant, qui figure à l'alinéa b du paragraphe 6: "par l'intermédiaire du Comité spécial de 17 membres constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI)". On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par Chypre, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Chypre, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Libye, Mali, Mongolie, Maroc, Népal, Pologne, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Syrie, Tanganyika, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba.

Votent contre: Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Fédération de Malaisie, Finlande, Gabon, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Irlande, Italie, Côte-d'Ivoire, Luxembourg, Mauritanie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Somalie, Afrique du Sud, Espagne, Soudan, Suède, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine.

S'abstiennent: France, Iran, Israël, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Madagascar, Pakistan, Philippines, Arabie Saoudite, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Yémen, Cameroun, République centrafricaine, Colombie.

Par 44 voix contre 37, avec 20 abstentions, membre de phrase est rejeté.

158. Le **PRESIDENT**: J'invite maintenant l'Assemblée à se prononcer sur le paragraphe 7. On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

Le vote commence par le Portugal, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Syrie, Tanganyika, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Ceylan, Tchad, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Cuba, Tchécoslovaquie, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Libye, Mali, Mauritanie, Mongolie, Maroc, Népal, Nigéria, Pakistan, Pologne.

Votent contre: Afrique du Sud, Espagne, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Danemark, République Dominicaine, Sal-

vador, Finlande, Grèce, Guatemala, Honduras, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines.

S'abstiennent: Arabie Saoudite, Soudan, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Bolivie, Brésil, Cameroun, République centrafricaine, Colombie, Chypre, Dahomey, Equateur, Fédération de Malaisie, France, Haïti, Israël, Côte-d'Ivoire, Japon, Laos, Libéria, Madagascar, Mexique, Niger.

Il y a 44 voix pour, 32 contre et 26 abstentions.

N'ayant pas obtenu la majorité requise des deux tiers, le paragraphe 7 est rejeté.

159. Le **PRESIDENT**: Je mets maintenant aux voix le projet de résolution tel qu'il a été amendé, c'est-à-dire sans la phrase "par l'intermédiaire du Comité spécial de 17 membres constitué aux termes de la résolution 1654 (XVI)" et sans le paragraphe 7, qui n'ont pas été adoptés par l'Assemblée générale. On a demandé le vote par appel nominal.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Brésil, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Ethiopie, Fédération de Malaisie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie.

Votent contre: Afrique du Sud, Espagne.

S'abstient: France.

Par 99 voix contre 2, avec une abstention, le projet de résolution est adopté.

160. Le **PRESIDENT**: Nous venons de terminer le débat sur la question intitulée "La situation en Angola". Avant de lever la séance, je tiens à faire connaître que j'ai été informé par le Président de la Première Commission que, compte tenu des désirs de certaines délégations directement intéressées, et après consultation, il a été décidé de convoquer la Première Commission pour le lundi 5 février à 10 h 30.

La séance est levée à 18 h 5.